

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 01

Question théorique : Coutume et hiérarchie des normes

Question pratique : l'article 671 du Code civil dispose :

« Il n'est permis d'avoir des arbres, arbrisseaux et arbustes près de la limite de la propriété voisine qu'à la distance prescrite par les règlements particuliers actuellement existants, ou par des usages constants et reconnus et, à défaut de règlements et usages, qu'à la distance de deux mètres de la ligne séparative des deux héritages pour les plantations dont la hauteur dépasse deux mètres ».

Jacques, qui vient d'emménager en ville, imitant en cela tous ses voisins, plante de petits peupliers à un mètre du mur séparatif de la propriété la plus proche. Cette propriété appartient à Marcel qui lui adresse aussitôt une lettre recommandée lui demandant de replanter ses arbres à une distance minimale de deux mètres.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 02

Question théorique : La preuve par tout moyen.

Question pratique : Jeanne est impécunieuse et doit deux mois de loyer à son propriétaire. Elle n'en a pas moins de bonnes relations avec lui et il a acceptée qu'elle lui remette une reconnaissance de dette en attendant de pouvoir le rembourser. Le propriétaire conservait le document unique chez lui mais une inondation est survenue qui a submergé la ville entière et qui a emporté dans les égouts ledit document qui demeurera à jamais introuvable.

Le propriétaire demande donc à Jeanne de rédiger un nouveau document, sur lequel elle mentionnerait simplement qu'elle lui doit « 2 mois de loyer ». Son ami Louis, étudiant en droit tente pourtant de l'en dissuader, arguant que le propriétaire n'a plus de preuve et, qu'ainsi, Jeanne n'aura pas à honorer sa créance.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 03

Question théorique : les troubles anormaux du voisinage

Question pratique : Anselme, qui aime sa tranquillité, fait construire autour de sa propriété des murs de 3 mètres de haut. Or, il habite dans un quartier où les maisons sont fort rapprochées et un de ses 4 voisins se plaint de plus avoir de lumière dans son séjour. Le lendemain, Anselme, pour faire taire ce « mauvais plaisant », décide de faire remonter le mur, face à la maison de ce voisin, à une hauteur de 6 mètres, le privant cette fois totalement de lumière.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 04

Question théorique : la personne morale

Question pratique : Shirley est une ravissante petite fille âgée de 3 semaines et son grand-père, Alphonse, décide de lui ouvrir un compte en banque afin de lui verser la somme de 1000 euros. Sa femme l'en dissuade, toutefois, lui indiquant que la chose ne sera possible que lorsque Shirley aura atteint sa majorité, à moins qu'elle n'ait été auparavant émancipée.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 05

Question théorique : le prénom.

Question pratique : Francis Lagadec est fondateur du réseau « Lagadec », qui compte de nombreuses sociétés et qui est leader du secteur de l'automobile. Il décide de prendre sa retraite sur une impulsion et vend l'entreprise à un investisseur polonais, Cyril Dotsky.

Ce dernier reprend le groupe immédiatement et commence son exploitation sous le nom de « groupe Lagadec ». Francis s'offusque alors de cette pratique : il tient à son nom breton et refuse que Dotsky l'utilise, d'autant qu'aucune mention de ce transfert patronymique n'avait été portée sur les documents lors de la cession de l'entreprise.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 06

Question théorique : la rétroactivité

Question pratique : Karl Ganter vient d'être élu plus jeune député de France, à l'âge de 19 ans. Il va siéger pour la première fois au Palais Bourbon. Or, il apprend que le gouvernement prépare un décret afin d'encadrer l'utilisation de l'intelligence artificielle.

Du point de vue de Karl, cependant, il faudrait que ce soit le Parlement qui prenne ce sujet en main, car il revêt - selon lui - une importance majeure et n'est donc pas de la compétence du gouvernement. Par ailleurs, il déclare à qui veut l'entendre que s'il s'avérait que le décret soit adopté, il n'hésiterait pas à le soumettre à l'examen du Conseil constitutionnel.

Qu'en pensez-vous ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 07

Question théorique : la place des traités internationaux dans l'ordre juridique interne

Question pratique : Simone est agricultrice, cheffe d'une vaste exploitation en Normandie. Elle utilise, depuis cette année un désherbant expérimental, le *Tutou* qui n'appartient pas à la famille des pesticides.

Elle apprend la semaine dernière, via les journaux professionnels, qu'un projet de règlement européen vise à interdire tous les désherbants, sans distinction. Or, comme Simone est représentante syndicale du grand ouest pour l'important syndicat FDSAE, elle envisage de contacter les élus locaux afin qu'ils s'opposent à la mise en œuvre de ce futur texte en France.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 08

Question théorique : les ordres et les degrés de juridiction

Question pratique : Lucile, qui habite Lille, a des problèmes avec son fournisseur d'accès internet. Il lui facture des sommes très élevées, qu'elle refuse de payer, notamment parce qu'elle subit sans cesse des coupures, alors qu'elle ne travaille qu'en visioconférence.

Le conflit s'est envenimé récemment puisque le fournisseur l'assigne en paiement devant le tribunal de commerce de Nanterre où se situe le siège social de la société. Elle compte contre-attaquer et demander des dommages et intérêts devant le conseil des prud'hommes de Lille. En effet, elle ne peut plus travailler et son responsable professionnel, à ce titre, l'a sanctionné plusieurs fois pour, en définitive, décidé de la licencier.

La démarche de Lucile est-elle judicieuse ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 09

Question théorique : la notion de directive dans l'ordre juridique de l'Union

Question pratique : La France vient de signer un traité international permettant, dans un objectif de protection de l'environnement, d'attribuer la personnalité juridique à certains éléments de la nature (comme des fleuves, par exemple) afin d'en assurer la protection.

Francis L., jeune député, s'insurge contre ce texte et, souhaitant qu'il ne soit pas inséré dans l'ordre interne, compte imposer que la ratification soit réalisée par le Parlement afin que ce dernier la rejette.

Que pensez-vous de cette position ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 10

Question théorique : la notion de trésor.

Question pratique : Jacques M., 18 ans a un jeune frère dénommé Jules âgé de 14 ans, qui présente des troubles du comportement. Il a ainsi dérobé un smartphone à une cliente du magasin voisin aux seules fins de s' « amuser ». Lorsque Jacques s'en aperçoit, il tente de le raisonner lui demandant de rapporter l'objet. Comme il refuse de le faire, Jacques lui confisque l'appareil et ... décide de l'utiliser avant de le rendre car son propre téléphone est hors d'usage.

Voici toutefois que la propriétaire du smartphone, qui a pu identifier Jules sur les vidéos de surveillance du magasin, frappe à la porte du foyer des M. pour réclamer son bien. Jacques, qui vient lui ouvrir avec l'objet à la main, surpris, est interrogé par la propriétaire sur sa provenance mais il panique et affirme que le téléphone est à lui.

Qu'en pensez-vous, d'un point de vue strictement civiliste ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 11

Question théorique : la cassation

Question pratique : Sylvie a loué un de ses appartement à Adèle, jeune interne en médecine. Hélas, un incendie se déclare dans l'immeuble et la pauvre Adèle se retrouve sans logement, l'appartement ayant intégralement brûlé.

L'assureur de Sylvie lui conseille alors de « résoudre » le bail au plus vite car il lui indique qu'à défaut, Adèle pourrait lui demander d'être relogée, son contrat de location (bail) existant toujours.

Que nous dit le Code civil à ce propos ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 12

Question théorique : La curatelle

Question pratique : Estelle est âgée d'une quarantaine d'années et sa famille se réduit à sa mère de 70 ans, son père étant décédé. Or, à la suite d'un examen médical, il apparaît que sa mère est atteinte d'une maladie dégénérative foudroyante qui va la rendre rapidement tétraplégique et, ce, dans le délai de moins d'un an.

En toute hypothèse, il conviendra de la placer dans une institution spécialisées mais les frais de séjour mensuel sont de 4 000 euros alors que la retraite de la mère d'Estelle n'est que de 3000 euros.

Quelles sont les dispositions du Code civil applicables à Estelle dans cette situation ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 13

Question théorique : La caducité en matière contractuelle

Question pratique : Daniel a décidé de vendre son yacht. Son voisin de quai, Job, souhaiterait lui racheter mais il hésite encore. Daniel, en revanche, ne saurait attendre et décide donc de s'en débarrasser. Il rédige à cette fin un document, nommément adressé à Job, dans lequel il décrit toutes les caractéristiques du bateau, son prix ainsi que les moyens de le régler en 3 fois, promettant, *in fine*, de lui céder s'il se décide avant le 30 septembre 2023, dernier délai. Il lui remet le document

Durant l'été, cependant, Daniel oublie totalement qu'il a rédigé l'acte, à tel point que, sur une impulsion, il vend le yacht à une autre personne, Vladimir, le 15 septembre 2023. Hélas, le 25 septembre, Job indique par lettre recommandée à Daniel qu'il achète le yacht. Daniel est atterré, se souvenant aussitôt – mais un peu tard - de son ancien engagement.

Quelles sont les solutions que le Code civil offre pour trouver une issue à cette affaire ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 14

Question théorique : la violence, vice du consentement

Question pratique : Milena, qui souffre atrocement des dents, se rend chez un odontologue le 1^{er} mars 2023 et le praticien diagnostique une malformation congénitale. Il se propose de l'opérer, puis de lui faire confectionner un appareil dentaire (très onéreux) par un prothésiste pour, enfin, de lui poser ledit appareil. Milena accepte et approuve le devis fourni.

L'opération semble bien se dérouler mais le résultat n'est pas conforme aux attentes, Milena souffre plus qu'auparavant et un autre praticien est consulté (par ailleurs expert judiciaire) qui établit deux faits avec certitude. D'une part, qu'une erreur de diagnostic de l'odontologue a été commise car l'affection était virale et, d'autre part, que le prothésiste a mal conçu l'appareil qui, de surcroît, a été posé en dépit du bon sens par l'odontologue.

Que peut entreprendre Milena au plan civil ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 17

Question théorique : quelle est, dans la hiérarchie des normes, la place du Règlement européen ?

Question pratique : L'union européenne a récemment adopté un règlement visant à créer de nouvelles obligations pour les grandes plateformes numériques. L'entreprise PEAR détient une quinzaine de très grandes plateformes qui connaissent un succès mondial. Sa filiale française estime que les nouvelles règles européennes ne lui sont pas applicables :

- parce que la société-mère est de nationalité états-unienne ;
- et parce que les règles européennes n'ont pas été reprises dans une loi française.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 18

Question théorique : Commentez l'article 1196 du Code civil :

« Dans les contrats ayant pour objet l'aliénation de la propriété ou la cession d'un autre droit, le transfert s'opère lors de la conclusion du contrat .

Ce transfert peut être différé par la volonté des parties, la nature des choses ou par l'effet de la loi.

Le transfert de propriété emporte transfert des risques de la chose. Toutefois le débiteur de l'obligation de délivrer en retrouve la charge à compter de sa mise en demeure, conformément à l'article 1344-2 et sous réserve des règles prévues à l'article 1351-1. »

Question pratique : M. X et Mme Y ont, durant leur concubinage, souscrit solidairement un prêt pour financer la construction d'une maison sur un terrain appartenant à M. X. Le couple s'étant séparé et M. X. ayant vendu le bien, Mme Y. sollicite la condamnation de celui-ci à lui verser la moitié de la plus-value réalisée, en proportion des sommes qu'elle avait investies dans la construction.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 19

Question théorique : la nullité du contrat.

Question pratique : Hélène a découvert dans le grenier de la maison de sa meilleure amie une partition de musique signée par un compositeur qui lui a semblé être le célèbre pianiste Oleg AVRIRYCHOV. Son amie a accepté de la lui céder pour une somme modeste (1000 €). Dans 15 jours, cette partition sera vendue aux enchères à la demande d'Hélène. Les enchères commenceront à 1 million d'€.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 20

Question théorique : expliquez les notions de stipulation pour autrui et de promesse de porte-fort.

Question pratique : Deux concubins se sont présentés pour acheter un canapé et deux fauteuils. Un acompte a été versé par l'un d'eux mais c'est l'autre qui a signé le bon de commande. Devant faire face à un important retard de livraison et redoutant l'annulation de la commande, le vendeur a pris contact avec le concubin qui avait signé le bon de commande et obtenu son accord pour maintenir la commande avec une livraison décalée de 4 mois. L'autre n'est pas d'accord et veut être remboursé.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 21

Question théorique : L'ordre public en matière contractuelle.

Question pratique : Les parents de Francesca ont été convaincus par un célèbre mais sulfureux photographe de signer un contrat qui oblige toute la famille à poser deux fois par an pour lui pendant 20 ans.

Âgée de 2 mois, au moment de la conclusion du contrat et désireuse de cesser immédiatement sa participation à cette communication malsaine, Francesca, désormais âgée de 16 ans, veut que vous lui proposiez un moyen de mettre fin à cet engagement.



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 22

Question théorique : Le nom de famille

Question pratique : Marc est usufruitier d'une parcelle de terre située dans la campagne de Bruz. Marie, sa fille, est nue-propriétaire. Ils se sont mis d'accord pour procéder à la vente de cette parcelle. Marc vous consulte pour savoir comment se répartira le prix de vente entre eux ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 23

Question théorique : L'application de la loi dans le temps

Question pratique : Nicolas, célèbre joueur de foot français, et son épouse sont furieux. Des clichés de l'anniversaire de leur fils cadet de 14 ans, viennent d'être publiés dans un magazine people français dans un dossier consacré aux sélections pour le mondial. Cet anniversaire était pourtant privé et célébré seulement avec quelques amis proches du couple et de leur fils. Ils sont par ailleurs extrêmement vexés par le titre de l'article : « Une relève peu prometteuse... ». Il se trouve que les clichés représentent le fils du couple avec plusieurs bières dans chaque main. Quelles sont les actions envisageables ?

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 24

Question théorique : L'erreur sur les motifs

Question pratique : Jade vient d'avoir 20 ans. Elle vit avec sa mère et ses deux frères, son père ayant quitté le domicile conjugal il y a quinze ans. Elle en a toujours beaucoup voulu à son père de les avoir « abandonnés », c'est pourquoi elle aimerait aujourd'hui changer son nom de famille – qui correspond actuellement à celui de son père – pour le remplacer par celui porté par sa mère.

Elle se demande si cela est possible. Par ailleurs, elle se dit que si son père fait l'effort de lui demander un jour pardon, elle pourrait toujours revenir en arrière pour reprendre son nom de naissance.

Qu'en pensez-vous ?



école
normale
supérieure

Épreuve d'admission du concours droit-économie 2023

--

Épreuve orale DROIT

Sujet n° 26

Question théorique : La preuve électronique.

Question pratique : Un établissement de crédit a assigné une personne qui n'avait pas honoré régulièrement les loyers d'un contrat de location avec option d'achat portant sur un véhicule, étant précisé que le contrat avait fait l'objet d'une signature électronique. La banque soumet au soutien de sa prétention au paiement des loyers divers documents dont le contrat de location avec option d'achat, l'original de la facture du concessionnaire, l'échéancier du contrat ainsi qu'un historique de compte, trois courriers recommandés de mise en demeure adressés à l'intéressé, un décompte de créance, les éléments d'identité et de solvabilité communiqués par l'intéressé. En revanche elle ne justifie pas de l'utilisation d'un certificat électronique qualifié au sens du décret du 30 mars 2001 pour la signature de contrat de location avec option d'achat. Le débiteur n'a pas réagi pour l'instant.

Avocat de la société financière, vous devez déterminer la valeur probatoire de ces éléments, sachant que le véhicule en question valait 45 000€ et que le crédit représentait une dette initiale de 68 000€.